



lundi 26 septembre 2016

Les grands titres:

- Ban Ki-moon en Colombie pour la signature de l'accord de paix entre le gouvernement et les FARC
- Le Togo affirme sa détermination à réaliser les Objectifs de développement durable
- Le débat général de l'Assemblée générale axé sur le développement durable a été fructueux, selon son Président
- L'Inde dénonce et appelle à identifier les Etats qui financent et arment les terroristes
- Bahrein appelle à protéger les Etats-nations contre les facteurs de déstabilisation, notamment le terrorisme
- L'ONU regrette que le désarmement nucléaire multilatéral soit au point mort
- Syrie : le PAM a livré de la nourriture dans quatre villes assiégées, pour la première fois depuis avril
- La FAO appelle à transformer l'agriculture pour lutter contre le changement climatique
- Un programme de l'OIT a amélioré les conditions de travail dans l'industrie textile, selon une étude
- L'UNESCO condamne le meurtre de l'écrivain jordanien Nahed Hattar

Ban Ki-moon en Colombie pour la signature de l'accord de paix entre le gouvernement et les FARC



Secrétaire général Ban Ki-moon (au centre à gauche) dans les rues de Carthagène, en Colombie. Photo ONU

26 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, se trouvait lundi à Carthagène, en Colombie, pour assister à la signature historique de l'accord de paix entre le gouvernement colombien et les rebelles des Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée populaire (FARC-EP).

Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Peter Thomson, devait également assister à la signature de cet accord qui doit mettre fin à des décennies de conflit.

Ban Ki-moon devait prononcer, lors de la cérémonie, un discours, dans lequel il devait saluer le courage des équipes qui ont négocié, a précisé son porte-parole, lors d'un point de presse à New York.

La [Mission des Nations Unies en Colombie](#), composée d'observateurs internationaux non armés, sera chargée d'aider à mettre en œuvre l'accord de paix et de surveiller et de vérifier le dépôt des armes.

La semaine dernière, à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Président colombien, Juan Manuel Santos Calderon, avait solennellement déclaré que la guerre dans son pays avait pris fin. « L'Amérique, ce vaste continent avec toutes ses îles, de la Patagonie à l'Alaska, est désormais une zone de paix », avait-il dit.

L'accord de paix a été conclu en août à La Havane, à Cuba. Après sa signature, il sera ratifié par le peuple colombien lors d'un référendum le 2 octobre. Aux termes de l'accord, les FARC cesseront d'exister en tant que groupe armé, réintégreront la société et pourront devenir un mouvement politique.



Le Togo affirme sa détermination à réaliser les Objectifs de développement durable



Vue générale de la salle de l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

26 septembre - A l'Assemblée générale des Nations Unies, l'Ambassadeur et Représentant permanent du Togo, Kokou Kpayedo, a réaffirmé lundi l'engagement volontaire de son pays dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) mais a estimé qu'une coopération renforcée face aux menaces sécuritaires et une réforme du Conseil de sécurité sont nécessaires pour y arriver.

« Le Togo, pays pilote pour les objectifs de développement durable, s'est offert volontairement, au cours du Forum politique de haut niveau sous les auspices du Conseil économique et social en juillet dernier, à l'exercice du rapport d'avancement de l'intégration des ODD dans les stratégies et programmes nationaux de développement », a rappelé M. Kpayedo. « A cette occasion, nous avons pu démontrer les avancés dans la mise en œuvre de notre feuille de route en la matière, mais aussi partager les progrès non négligeables que nous avons accomplis dans la mise en œuvre d'actions phares pour ne laisser personne pour compte ».

Pour le Représentant permanent du Togo, les ODD doivent permettre de transformer le monde en donnant la priorité aux groupes les plus vulnérables que sont les femmes, les jeunes, les enfants, les populations menacées par les conflits et les désastres, les migrants et les réfugiés.

« Aucun programme de développement ne saurait réussir et demeurer pérenne si le contexte national dans lequel il doit être mis en œuvre n'est pas empreint de paix et de cohésion », a-t-il toutefois précisé expliquant que son gouvernement déploie des efforts pour éradiquer la pauvreté et la faim qu'il considère comme « les racines de l'insécurité et du terrorisme ».

Pour l'Ambassadeur, une lutte efficace contre le terrorisme requiert que les Etats continuent de travailler, de concert, en renforçant davantage la coopération entre leurs services techniques compétents. « Elle nécessite également que les pays les plus nantis conviennent de soutenir, plus qu'ils ne le font, les Etats qui, comme le Togo, n'ont pas les ressources nécessaires pour se doter de mécanismes et de moyens appropriés de lutte antiterroriste », a-t-il souligné, rappelant que son pays accueillera le Sommet extraordinaire de l'Union africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique.

« L'objectif est de s'accorder sur une déclaration commune pour mieux prévenir et faire face à l'insécurité en mer et promouvoir un développement durable et inclusif de l'économie bleue, en adéquation avec les ODD et l'Accord de Paris », a-t-il dit.

Pour M. Kpayedo, l'heure est venue de réformer le Conseil de sécurité considérant que sa composition actuelle « est loin de refléter les évolutions réelles » du monde. « Au moment où la communauté internationale s'est résolument engagée à assurer, à l'horizon 2030, un développement durable, au bénéfice de tous les peuples, tout retard supplémentaire dans le processus de réforme du Conseil de sécurité ne serait que préjudiciable à la réalisation même des ODD », a-t-il prévenu.

M. Kpayedo a également tenu à renouveler le ferme engagement du Togo en faveur de l'Accord de Paris sur le changement climatique. « Mon pays a signé cet Accord et mettra tout en œuvre pour clôturer le processus de sa ratification d'ici la fin de l'année 2016 », a-t-il dit.

Le débat général de l'Assemblée générale axé sur le développement durable a été fructueux, selon son Président



Président de l'Assemblée générale, Peter Thomson, à l'ouverture du débat général de l'Assemblée générale. Photo ONU/Cia Pak

26 septembre - Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Peter Thomson, s'est félicité lundi du fait que la majorité des Etats du monde ont exprimé, lors du débat général annuel de l'Organisation à New York, leur détermination à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté en 2015.

Dans son discours de clôture, lu en son nom par l'un des Vice-présidents de l'Assemblée générale, l'ambassadeur du Népal Durga Prasad Bhattarai, M. Thomson s'est dit « grandement encouragé par le fait que de nombreux pays ont d'ores et déjà intégré les Objectifs de développement durable (ODD) dans leurs plans et leurs politiques ». M. Thomson était lundi à Carthagène (Colombie) où il assistait, en compagnie du Secrétaire général, Ban Ki-moon, à la signature de l'Accord de paix historique entre le gouvernement colombien et l'ex-rébellion des FARC.

« Je réitère mon appel à tous les Etats membres pour qu'ils inscrivent les ODD dans leurs programmes scolaires. C'est la jeunesse du monde qui doit être informée des ODD dans toute leur dimension universelle et intégrée car c'est elle qui héritera de ce Programme pour 2030 », a ajouté Peter Thomson.

Abordant l'aspect de ce programme relatif aux changements climatiques, le Président de l'Assemblée générale s'est dit confiant de voir l'Accord de Paris sur le climat, adopté en décembre 2015, ratifié avant la fin de l'année.

« J'exhorte tous les membres non seulement à ratifier l'Accord sans tarder, mais même à accroître encore son ambition en réduisant les émissions de gaz à effet de serre afin de limiter la hausse de la température moyenne de la planète à 1,5% au dessus de ses niveaux pré-industriels, et à mobiliser les ressources financières nécessaires pour soutenir les pays vulnérables comme les Petits Etats insulaires en développement, entre autres », a ajouté M. Thomson, qui est de nationalité fidjienne.

Relevant que de nombreux Etats membres avaient soulevé la question des réfugiés et migrants, il a rappelé l'adoption, le 19 septembre lors d'un Sommet en marge de l'Assemblée générale, de la Déclaration de New York visant à une approche plus humaine du problème. « Le Sommet a amorcé un processus que je poursuivrai tout au long de cette session, avec pour objectif l'adoption en 2018 de deux conventions mondiales sur les migrants et sur les réfugiés », a-t-il dit.

M. Thomson a également noté que de nombreux Etats membres avaient exprimé le souhait d'une réforme du Conseil de sécurité, sujet de discussion déjà ancien et basé sur le constat que la configuration et l'organisation actuelles du Conseil reflètent l'ordre mondial qui prévalait au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

Evoquant enfin la succession du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dont le mandat expire à la fin de l'année, il s'est engagé à « gérer cette question avec beaucoup de soin au cours des prochains mois, conformément aux principes de transparence et de responsabilité et en vue d'assurer une transition en douceur ».

L'Inde dénonce et appelle à identifier les Etats qui financent et arment les terroristes



La Ministre des affaires étrangères de l'Inde, Sushma Swaraj, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

26 septembre - La Ministre des affaires étrangères de l'Inde, Sushma Swaraj, a vivement dénoncé lundi les pays qui « alimentent » et « exportent » le terrorisme, affirmant qu'ils « ne devraient pas avoir leur place au sein de la communauté des nations ».

« Parmi nous, il y a encore des nations qui continuent à parler le langage du terrorisme, qui l'alimentent, le colportent et l'exportent », a-t-elle dit dans un discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

« Abriter des terroristes est devenu pour elles comme une carte de visite. Nous devons identifier ces nations et leur faire rendre des comptes. Ces nations, au sein desquelles des individus qualifiés de terroristes par l'ONU se déplacent librement, marchent en tête de processions et distillent impunément leurs sermons empoisonnés de haine, sont aussi coupables que les terroristes qu'elles abritent. De tels pays ne devraient pas avoir leur place au sein de la communauté des nations », a ajouté Mme Swaraj.

« Il est important de se demander : qui est derrière cela et qui en bénéficie ? Les terroristes ne possèdent pas de banques ni d'usines d'armement, alors posons-nous la vraie question : qui finance ces terroristes, qui les arme et qui leur fournit des sanctuaires ? », a insisté la Ministre indienne. « Nous avons entendu des questions similaires posées de ce même podium par l'Afghanistan », a-t-elle ajouté, faisant une claire allusion au Pakistan voisin.

Mercredi dernier, l'Afghanistan avait accusé le Pakistan d'abriter des terroristes et appelé la communauté internationale à prêter une attention particulière à cette situation.

A l'appui de ses dires, Mme Swaraj a cité le cas de Bahadur Ali, « un terroriste » détenu par l'Inde qui, a-t-elle dit, « constitue une preuve vivante de la complicité du Pakistan dans le terrorisme transfrontalier ».

Selon la Ministre indienne, le monde ne parviendra à vaincre le terrorisme que s'il y fait face dans l'unité. « Nous devons oublier nos préjugés et combiner nos efforts pour définir une stratégie efficace contre le terrorisme », sans quoi « les futures générations nous tiendront responsables pour toujours », a-t-elle dit.

« Et si une nation quelconque refuse de se joindre à cette stratégie, nous devons l'isoler », a-t-elle conclu.

Bahrein appelle à protéger les Etats-nations contre les facteurs de déstabilisation, notamment le terrorisme



Le Ministre des affaires étrangères de Bahreïn, Shaikh Khalid Bin Mohamed Al-Khalifa, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

26 septembre - Le Ministre bahreïni des affaires étrangères, Shaikh Khalid bin Ahmed bin Mohamed al-Khalifa, a appelé lundi à redoubler les efforts pour protéger les fondations des Etats-nations afin de lutter contre les forces déstabilisatrices, notamment le terrorisme.

« La protection des fondations de l'Etat-nation dans nos pays et la prévention de leur effondrement dans d'autres pays constituent la base de la sécurité, du développement et de la prospérité », a-t-il déclaré dans un discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

« Nous sommes capables, si nous sommes unis régionalement et internationalement, de faire face à ces défis, en particulier au terrorisme », a-t-il ajouté. « Nous devrions nous engager conjointement, sans hésitation et avec une totale détermination, à éradiquer toutes ses causes sous-jacentes et à couper ses sources de financement, ainsi qu'à protéger résolument nos sociétés des discours de haine et d'extrémisme ».

M. Al-Khalifa a affirmé à cet égard que les mesures antiterroristes « ne seront pas efficaces si elles passent par des législations qui contreviennent à la Charte des Nations Unies et au droit international », telles que la proposition de loi du Congrès américain visant à autoriser des citoyens américains victimes d'actes de terrorisme à engager des poursuites judiciaires devant les tribunaux américains contre des Etats étrangers. Cette proposition a fait l'objet d'un veto du Président Barack Obama.

Le Ministre bahreïni a également défendu la position de son pays au sein de la Coalition arabe pour la restauration de la légitimité au Yémen. « Nous soulignons son rôle humanitaire et sa détermination à ne pas prendre de civils pour cible », a-t-il affirmé.

« Nous exigeons que les forces du coup d'Etat et leurs partisans renoncent immédiatement à leur action négative qui compromet la stabilité et révèle leur ambition de prendre le contrôle des institutions de l'Etat », a-t-il ajouté dans une allusion au mouvement Houthi soutenu par l'Iran.

L'ONU regrette que le désarmement nucléaire multilatéral soit au point mort



L'ancien site d'essais nucléaires de Semipalatinsk, au Kazakhstan. Photo ONU/Eskinder Debebe

26 septembre - A l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires qui est célébrée chaque année le 26 septembre, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé à œuvrer de toute urgence en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires rappelant que la survie de l'humanité en dépend.

Dans un [message](#) publié lundi, le Secrétaire général a souligné que le monde fait face à des dangers nucléaires croissants. « Le désarmement nucléaire multilatéral est au point mort. Des dizaines de milliards de dollars sont consacrés à l'entretien et à l'amélioration de systèmes d'armes nucléaires », a-t-il déclaré, citant le cas de la Corée du Nord qui « ne cesse de défier les interdictions d'essais nucléaires et la volonté de la communauté internationale, persistant à se doter de capacités nucléaires et de missiles balistiques ».

S'exprimant le même jour dans le cadre de la 60e session régulière de la conférence générale de son agence, le Directeur général de l'AIEA, Yukiya Amano, a fait écho aux propos de M. Ban concernant la Corée du Nord, ajoutant que son programme nucléaire reste un grave sujet de préoccupation et constitue une menace croissante pour la paix et la sécurité en Asie du Nord-est et au-delà.

« L'Agence maintient sa volonté de reprendre ses travaux de vérification en République populaire démocratique de Corée (RPDC) une fois que les développements politiques le permettront », a précisé M. Amano.

M. Ban a exprimé son regret de voir de nombreux pays conserver la dissuasion nucléaire dans leur doctrine de sécurité. « Les événements récents ont montré que les armes nucléaires ne contribuaient pas à la paix et à la sécurité, au contraire : leur mise au point et leur possession est devenue une source majeure de tension internationale », a-t-il souligné, ajoutant que des dissensions croissantes apparaissent sur l'avenir du désarmement nucléaire multilatéral. « Le prochain cycle d'examen du [Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires](#) commence en 2017. Le monde ne peut se permettre un nouveau cycle d'inaction ».

Lors d'une réunion plénière de haut niveau commémorant la journée internationale, le Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, a rappelé que la [résolution 2310 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité du 23 septembre dernier soutient le [Traité d'interdiction complète des essais nucléaires \(TICE\)](#). « Mais cette résolution ne doit pas être un substitut à l'entrée en vigueur du TICE », a-t-il prévenu. « Au contraire, il s'agit d'une sonnette d'alarme concernant la nécessité d'accélérer nos efforts pour arriver à mise en œuvre complète du traité ».

Pour M. Ban, de nombreuses voies peuvent mener à un monde exempt d'armes nucléaires. « Ce qui compte, c'est que tous les États agissent maintenant, sans tarder, et honorent leurs engagements en matière de désarmement et de non-prolifération », a-t-il conclu.

Syrie : le PAM a livré de la nourriture dans quatre villes assiégées, pour la première fois depuis avril



PAM a envoyé 45 camions avec de l'aide alimentaire dans quatre villes syriennes assiégées. Phot PAM

26 septembre - Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a annoncé lundi avoir livré ce weekend une assistance alimentaire dans quatre villes syriennes assiégées dans le cadre d'un convoi conjoint avec d'autres agences onusiennes et le Croissant-Rouge syrien (SARC).

C'est la première fois depuis avril que de la nourriture et d'autres approvisionnements humanitaires ont atteint les villes de Madaya et de Zabadani, dans la périphérie de Damas, et celles de Foaa et Kefraya, dans la périphérie d'Idlib.

« Ce convoi a apporté un soulagement extraordinaire à 60.000 personnes qui ont un besoin urgent de nourriture et de fournitures médicales et ont été privées d'un accès humanitaire pendant cinq mois », a déclaré le Directeur du PAM en Syrie, Jakob Kern.

Le PAM a envoyé 45 camions transportant des rations alimentaires et de la farine de blé dans les quatre villes dans le cadre d'un convoi conjoint de l'ONU et du SARC. Les rations alimentaires contiennent du riz, des lentilles, du boulgour, de l'huile végétale, du sucre, du sel, des haricots et des pois chiches, en quantités suffisantes pour nourrir 60.000 personnes pendant un mois. Le PAM a également livré à Madaya et à Zabadani des produits nutritifs spécialisés pour la prévention de la malnutrition pouvant subvenir aux besoins de 250 enfants pendant trois mois.

« Ailleurs en Syrie, nous sommes extrêmement inquiets du sort des 250.000 personnes piégées dans l'est de la ville d'Alep et privées de nourriture, d'eau, de médicaments et d'autres fournitures essentielles », a dit M. Kern.

« Nous demandons à toutes les parties à ce terrible conflit d'ouvrir les voies d'accès immédiatement pour permettre un accès humanitaire inconditionnel, sans entrave, durable et sûr à ceux qui se trouvent dans l'est d'Alep et à toutes les familles en Syrie qui ont besoin de notre soutien », a-t-il ajouté.

La semaine dernière, un convoi a atteint la zone assiégée de Moadamiyet al Sham, dans la périphérie de Damas, pour la première fois depuis juillet et a livré de la nourriture du PAM pouvant nourrir 35.000 personnes pendant un mois.

Un autre convoi s'est rendu dans le quartier d'Al Wa'er, à Homs, pour livrer de la nourriture à 37.000 personnes et de la farine de blé à 70.000 personnes. Un troisième convoi s'est rendu à Talbiseh, dans la périphérie d'Homs, pour livrer de la farine de blé pouvant nourrir 84.000 personnes pendant un mois, ainsi que d'autres approvisionnements alimentaires.

À travers la Syrie, le PAM fournit une aide alimentaire à plus de 4 millions de personnes chaque mois.

La FAO appelle à transformer l'agriculture pour lutter contre le changement climatique



Des travailleurs agricoles dans une ferme produisant des fraises en Argentine. Photo Banque mondiale/Nahuel Berger

26 septembre - Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), José Graziano da Silva, a appelé lundi le secteur agricole à se transformer pour garantir une sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous, mais également pour aider à relever les défis mondiaux tels que le changement climatique et la résistance aux antimicrobiens.

S'adressant aux ministres et aux représentants des gouvernements, du secteur privé et de la société civile, qui participent à la session biennale du Comité de l'agriculture de la FAO (COAG, 26-30 septembre) à Rome, M. Graziano da Silva a jugé « essentiel de mettre en place une agriculture durable afin d'éradiquer l'extrême pauvreté et la faim,

d'assurer la viabilité des ressources naturelles, de s'adapter au changement climatique et de l'atténuer, de développer des systèmes alimentaires plus sains et de renforcer la résilience des populations face aux crises et aux catastrophes naturelles ».

Malgré d'importantes améliorations en termes de productivité agricole, les progrès sont inégaux et il est nécessaire de mettre davantage l'accent sur les dimensions sociales et environnementales de la durabilité, a-t-il ajouté.

Notant que le « rôle de l'agriculture ne se cantonne pas à produire de la nourriture et à générer des revenus mais va bien au-delà », José Graziano da Silva a fait référence au dernier engagement par la FAO lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui repose sur une étroite collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) en vue de lutter contre la résistance aux antimicrobiens.

« A la FAO, nous pensons que les antibiotiques et les autres antimicrobiens devraient être utilisés dans l'agriculture pour guérir les maladies et pour soulager les souffrances. Ils pourraient être utilisés afin d'empêcher une menace immédiate d'infection, mais uniquement dans le cadre de circonstances strictement définies », a déclaré le chef de la FAO.

Il a également fait remarquer que de plus en plus de gouvernements à travers le monde prennent conscience du potentiel de l'agriculture et de son rôle transformateur face aux impacts du changement climatique.

Les pays sont attendus en novembre au Maroc, à l'occasion du sommet de la COP22, pour concrétiser les engagements pris en matière de changement climatique et la FAO « se tient prête à aider les gouvernements, en particulier ceux des pays en développement, à accéder aux ressources internationales disponibles afin de financer ces actions », a-t-il ajouté.

En 2014 et 2015, la FAO a soutenu 245 initiatives dans 89 pays en vue de promouvoir des pratiques de production agricole durables, en se basant sur des approches participatives. « Les résultats ont largement dépassé nos attentes. Plus de 80 de ces initiatives ont été mises en œuvre en Afrique », a précisé le Directeur général de la FAO.

Il a par ailleurs noté que, dans le cadre de l'initiative « Save Food », la FAO a aidé 45 pays à réduire les pertes et le gaspillage alimentaire grâce à un réseau de partenaires comprenant notamment la société civile, le secteur privé, les institutions onusiennes et les universités.

La FAO a également apporté une aide à 70 pays dans cinq régions afin de mieux intégrer les thèmes de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les programmes et politiques publiques.

Un programme de l'OIT a amélioré les conditions de travail dans l'industrie textile, selon une étude



Des travailleurs d'usines produisent des chemises à Accra, Ghana. Photo: Banque mondiale/Dominic Chavez

26 septembre - Le programme Better Work de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de la Société financière internationale (SFI) a permis d'améliorer considérablement les conditions de travail de centaines d'usines textile dans sept pays en développement, selon une évaluation indépendante.

Selon cette [étude](#) de l'Université Tufts, le programme permet aux usines d'abandonner des pratiques telles que les longues journées de travail, les rémunérations extrêmement faibles, les menaces de renvoi, le recours abusif aux contrats à l'essai.

Les travailleurs connaissent une hausse de leur salaire hebdomadaire net; les heures supplémentaires excessives et les salaires insuffisants sont de moins en moins fréquents. L'étude note aussi des progrès dans le comblement de l'écart salarial entre hommes et femmes, en particulier dans les usines qui bénéficient des services de conseil de Better Work en Haïti, au Nicaragua et au Viet Nam.

Le programme a également enregistré des progrès substantiels dans la diminution des pratiques coercitives en matière d'emploi et la limitation du harcèlement et des violences verbales. En Jordanie, les déclarations de harcèlement sexuel ont reculé de 18% et la fréquence des travailleurs éprouvant de la peur au travail a nettement diminué elle aussi.

Les chercheurs ont observé que la formation aux techniques d'encadrement (FTE) de Better Work était une stratégie très efficace pour améliorer les conditions de travail et donner plus d'autonomie aux femmes dans ce secteur.

L'analyse montre que les lignes de production supervisées par des femmes contremaîtres ayant été formées aux techniques d'encadrement ont permis d'accroître la productivité de l'usine de 22%, quand on les compare aux lignes des production gérées par des contremaîtres qui n'ont pas reçu cette formation.

Le rapport conclut que ces gains en matière de conditions de travail ne se font pas au détriment de la performance des entreprises. La recherche établit un lien direct entre de meilleures conditions de travail et des profits accrus pour les entreprises. Parmi toutes les usines suivies au Viet Nam, après quatre ans de participation, les profits bruts ont augmenté de 25%.

« Les preuves d'un résultat bénéfique pour tous – améliorer les conditions de travail tout en stimulant les marges de profit – étaient jusqu'à ce jour largement empiriques. L'évaluation d'impact de l'Université Tufts a fait des progrès notables pour démontrer cette relation », affirme le Professeur Drusilla Brown, auteure principale du rapport.

Better Work, créé en 2007 par l'OIT et la SFI, membre du Groupe de la Banque mondiale, a pour objectif d'améliorer les conditions de travail et de promouvoir la compétitivité dans les chaînes d'approvisionnement mondiales du textile. Le programme est opérationnel dans sept pays : Bangladesh, Cambodge, Indonésie, Vietnam, Jordanie, Haïti et Nicaragua et touche actuellement 1.300 usines employant plus de 1,6 million de travailleurs.

L'UNESCO condamne le meurtre de l'écrivain jordanien Nahed Hattar



26 septembre - La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a exprimé lundi son indignation suite au meurtre de l'écrivain jordanien Nahed Hattar.

« Je condamne le meurtre de Nahed Hattar », a déclaré Mme Bokova dans un communiqué de presse. « Ce crime constitue une grave atteinte à la liberté d'expression et affecte la société jordanienne tout entière ».

Nahed Hattar a été abattu le 25 septembre, aux abords d'un tribunal où il comparaisait pour avoir partagé sur les réseaux sociaux une caricature critique des extrémistes religieux.

Selon la presse, M. Hattar, 56 ans, a été tué par trois balles. L'écrivain avait été arrêté le 13 août après avoir partagé sur son compte Facebook une caricature montrant un djihadiste sur un lit au paradis entouré de deux femmes s'adressant à Dieu comme un simple serviteur.

La Directrice générale de l'UNESCO publie des communiqués sur le meurtre des professionnels des médias conformément à la résolution 29 adoptée par les Etats membres de l'UNESCO au cours de la Conférence générale de 1997 intitulée « Condamnation de la violence contre les journalistes ».